

une analyse de



l'Opération Campus

Sarkozy a annoncé en janvier la vente de 3% du capital d'EDF au profit de la rénovation immobilière des universités. L'Opération Campus a été dévoilée le 3 février 2008, sur recommandation du rapport Attali. Il s'agit d'un appel à projets envers les universités pour créer 10 pôles d'excellence. Il fournit un cahier des charges et désigne un comité chargé de sélectionner les 10 projets qui y correspondent le mieux. Les 10 projets sélectionnés recevront la totalité du financement public dégagé. Les projets seront examinés durant 2008, les travaux devant commencer en 2009.

Quels sont les objectifs de l'Opération Campus ?

Développer une stratégie immobilière

Dotée de 5 milliards d'euros, l'Opération Campus se présente comme un projet de rénovation immobilière. Il s'agit de construire «les grands campus de demain» qui «égalent les plus grandes universités mondiales». Pourtant, l'état des locaux ne semble pas être le facteur déterminant pour gagner l'argent de l'appel à projet. Les situations d'urgence immobilière ne seront traitées que «dans le cadre d'une réflexion globale».

C'est la capacité des universités à développer une «stratégie immobilière» qui est priorisée. Il s'agit de réfléchir à comment optimiser l'utilisation et la gestion des locaux, et à comment les utiliser pour gagner de l'argent. La mise à disposition des locaux (événementiel, compétitions sportives...), l'utilisation du campus et la location de la Cité-U pendant les vacances..., sont des pistes pour faire de l'immobilier un moyen d'augmenter les revenus des établissements.

S'aligner sur les standards internationaux

L'opération campus vise à «relancer la France dans la compétition internationale»: replacer les universités françaises parmi «les plus grandes universités mondiales», tout en les mettant au service de l'économie française (et européenne). D'où la volonté de faire émerger des pôles d'excellence, qui seraient les «établissements vitrines», de l'enseignement supérieur en France.

Pour juger les projets «à l'aune des critères internationaux», la référence est le

classement de l'université de Shanghai. Depuis 2003, cette université dresse un palmarès où la France est à la traîne et pour cause: pour le moment elle ne répond pas assez à son modèle.

Les critères du classement de Shanghai sont bien particuliers : par exemple, la qualité de l'enseignement est uniquement évaluée selon le nombre d'anciens élèves ayant un prix Nobel ou une médaille Fields. Les facs en tête de ce classement sont financées en partie par des entreprises, sélectionnent à l'entrée et ont des frais d'inscription très élevés : une année à Harvard, première du classement coûte \$43,655 (seulement \$30,000 avec la bourse!)

En toute logique, on peut supposer que ces pôles seront élitistes, en rupture avec la volonté de rendre accessible l'enseignement supérieur à tous. Par ailleurs, la logique de pôles d'excellence brise toute possibilité de cadre national des diplômes, la valeur d'un diplôme étant fonction de la réputation de l'établissement avec le même type de hiérarchie que pour les écoles de commerce.

Comment sera-t-elle mise en place?

A quoi va servir l'argent de l'opération campus? Comment les 10 pôles d'excellence seront-ils organisés? Qui décidera? Qui apportera les financements? Le cahier des charges de l'opération campus donne un certain nombre d'indices.

Un basculement vers la mise en concurrence

Mettre en concurrence les universités est une logique au coeur des réformes des derniers gouvernements : le LMD avec l'autonomie pédagogique et la LRU avec l'autonomie financière ont posé les bases de cette politique.

Ici, la tactique du gouvernement est bien de diviser pour mieux régner. Il s'agit de s'appuyer sur les «bons élèves», les universités où le basculement vers la mise en concurrence fait largement accord, pour obliger l'ensemble des universités à accepter cette logique. Paris II-Assas, Strasbourg, Lyon I, Paris XI-Orsay risquent de compter parmi les bénéficiaires de l'appel d'offre puisque ce sont les applicateurs les plus zélés des réformes.

La carotte du financement et le bâton de la marginalisation par la pénurie budgétaire forment une tactique qui risque de jouer à plein dans les équipes enseignantes souvent confrontées au sous-financement de leurs travaux.

Un financement de la privatisation

Les «bons élèves» de cette politique universitaire sont ceux qui accepteront le désengagement financier de l'Etat. Un des objectifs politiques de l'opération campus est d'obliger un maximum d'universités à systématiser les partenariats public/privé (associer les entreprises à la création de diplômes, intégrer des activités économiques [commerciales?] dans la politique de l'université, disposer d'incubateurs d'entreprises dans l'établissement...), avec l'objectif de générer «des retours sur investissement». Qui a dit «profits»?

Pour obtenir l'argent de l'Opération Campus, il faudra s'engager en contrepartie à

une «diversification des modes de financements (partenariats avec les entreprises)», ou mécénat... Aussi paradoxal que cela paraisse, pour avoir plus d'argent public il faudra accepter la logique de privatisation. Le cahier des charges explique assez clairement que l'Etat se désengage financièrement en même temps qu'il impose un mode de fonctionnement : l'université doit se mettre au service de l'économie française et européenne, et donc intégrer un mode de fonctionnement conforme aux logiques de marché.

Faire travailler les labos sur des programmes industriels, conformer les programmes des cours aux besoins de main d'oeuvre, donner à de grands groupes un pouvoir de décision au sein des instances universitaires..., sont vraisemblablement des passages obligés pour obtenir une part des 5 milliards promis aux «10 meilleurs projets», les « bons élèves » étant déjà largement engagés dans cette voie.

Qu'est-ce que ça va donner au final?

Un autre pièce du puzzle : le Plan Réussite en Licence

Mi décembre 2007, le ministère annonçait la mise en place du « Plan Licence ». Ce plan organise la professionnalisation de la Licence générale, avec des stages obligatoires, des modules de « connaissance du monde professionnel », de langues (souvent anglais) et d'informatique. Le Plan Licence et l'Opération Campus concourent à un même objectif: offrir sur un plateau les universités aux entreprises, sous couvert de «modernisation».

La multiplication des stages, des diplômes atypiques négociés localement, des partenariats avec les bassins économiques régionaux... sont autant de mesures qui concourent à désagréger le format universitaire et la dimension protectrice du diplôme, puisque la qualité d'une formation se mesure désormais selon son degré d'adéquation avec les exigences d'entreprises.

La conséquence? Si l'instance qui délivre un diplôme (l'université) est soumise à des acteurs économiques (entreprise), ces derniers peuvent imposer leurs règles aux diplômés/salariés en matière de droit, de rémunération, de conditions de travail... Ici, l'indépendance de l'école par rapport aux pouvoirs économiques est cruciale puisque les diplômes qu'elle délivre restent un des seuls outils de protection sur le marché du travail.

Un enseignement supérieur à 2 vitesses

Ces deux plans (Licence et Campus) sont complémentaires, s'attaquant aux formations, à la recherche, à l'organisation et au mode de gestion des universités. Ces deux logiques, professionnalisation et pôles d'excellence, construisent un système à deux vitesses. D'un côté, un enseignement professionnalisé destiné à des demandes locales et à court terme. De l'autre, une minorité d'établissements dits d'excellence dont l'activité sera largement conditionnée par la demande des marchés, notamment en matière de recherche de pointe.

Dans cette restructuration, l'Etat conditionne le financement des universités à la collaboration des équipes présidentielles, elle-même chargées de faire «passer la

pilule» localement. Quand les universités n'auront plus un financement garanti, la spécialisation des établissements va s'accroître, privilégiant les filières les plus rentables (ou les moins coûteuses). Les cartes des PRES (pôles de recherche et d'enseignement supérieur) et des pôles de compétitivité existants permettent déjà d'entrevoir la future hiérarchie des campus universitaires. Ici, la hiérarchie des établissements risque de recouper les hiérarchies sociales, les grands pôles se situant à Paris, Lyon, Grenoble, Toulouse et PACA .

Des labos associés à une société de vidéosurveillance :

Un exemple de partenariat

Le laboratoire LIRIS, réparti sur plusieurs universités et écoles de Lyon, a développé un partenariat avec Foxstream, société de vidéosurveillance intelligente. L'«établissement principal» de Foxstream est une salle de la fac de Lyon II. Foxstream développe ses logiciels avec les chercheurs et étudiants, notamment Foxvigi (analyse des flux, «tracking d'une zone à l'autre», «détection d'attroupement»). Les caméras de Lyon II sont équipées de Foxvigi depuis 2005. Pour Foxstream, ce partenariat avec le public «est garanti pour les clients de Foxstream de profiter en permanence de ressources les plus pointues, reconnus internationalement dans leur domaine» (sic). Et ce aux frais des étudiants et de la société, qui financent la recherche.

En Conclusion...

L'Opération Campus n'a rien à voir avec un plan de rénovation du parc universitaire. Sous couvert d'immobilier, le gouvernement deale la privatisation larvée des établissements. Après la LRU, il s'agit de mettre en place cette nouvelle donne. A ceux qui accepteront, l'Etat promet des fonds pour rénover. Pour les autres, ce sera s'aligner ou mourir. Dès lors, même si l'Etat a posé 5 milliards sur la table, il n'y a rien d'acceptable dans ce plan, l'accès pour tous à l'enseignement n'étant pas négociable.

Il n'y a pas de modèle supérieur aux autres, tout dépend de l'objectif visé. Nous avons comme objectif un service public d'enseignement supérieur gratuit, accessible à tous les bacheliers (le bac est le 1er grade universitaire), qui délivre des diplômes nationaux donnant des droits dans le monde du travail (grâce à la reconnaissance dans les conventions collectives) avec un vrai contenu pédagogique.

Le gouvernement construit un enseignement supérieur qui répond aux exigences du marché et rentre dans sa logique de concurrence. Pour lui imposer qu'il finance la mise aux normes des bâtiments, mais aussi qu'il revienne sur toutes les mesures qui mettent en concurrence les étudiants entre eux, il faudra nous réunir et discuter d'initiatives de luttes dans les semaines à venir.

L'Opération Campus et son cahier des charges sont sur www.nouvelleuniversite.gouv.fr